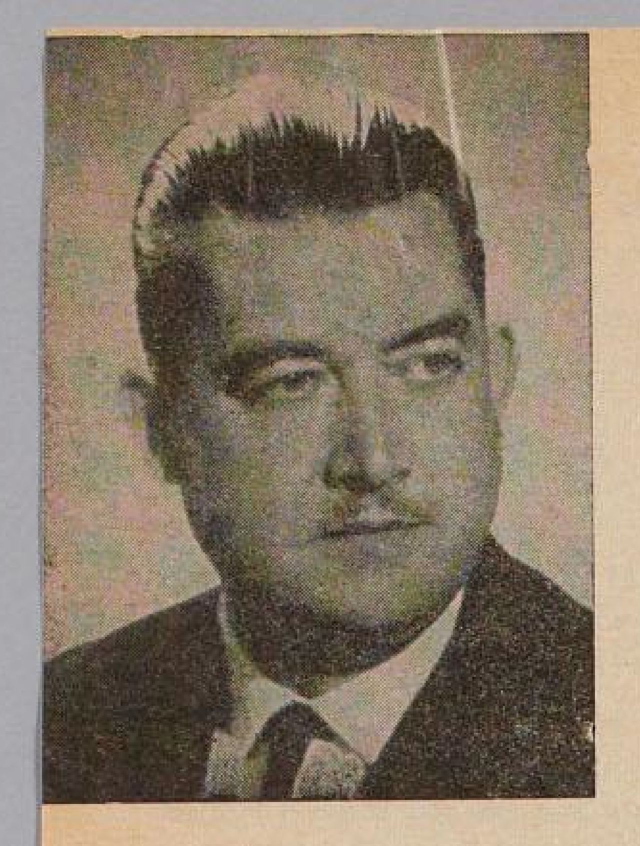


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la Creuse — CIRCONSCRIPTION N° 2

Elections Législatives
DU 23 JUIN 1968

Electrices, Electeurs,

Après dix ans d'un pouvoir presque absolu, notre pays traverse une crise sociale sans précédent.

Désespérant de se faire entendre de dirigeants sourds à leurs revendications les plus légitimes, ouvriers, paysans, fonctionnaires, étudiants et enseignants ont participé au mouvement. Et les plus durs sont les jeunes, justement inquiets de leur avenir dans une société qui avoue actuellement plus de cinq cent mille chômeurs.

Quelles sont donc **les raisons de ce mécontentement populaire**, profond et généralisé ?

Elles tiennent à ce que, depuis dix ans,

— les crédits de l'Etat ont été mal utilisés ;

— le revenu national a été injustement réparti ;

— les citoyens ont été tenus à l'écart des grandes décisions qui engagent leur avenir.

I. — Les crédits de l'Etat ont été mal utilisés

La principale réalisation du régime, ce sera, en définitive, la « **force de frappe** » ; car cette arme, plus prestigieuse qu'efficace, a bénéficié de la priorité dans tous nos budgets.

Or, la grandeur véritable d'un pays s'apprécie, à l'heure actuelle, moins à la puissance de ses armes qu'à l'importance de son **équipement civil** (hôpitaux, autoroutes, logements, téléphone, etc...) ainsi qu'à l'effort qu'il accomplit pour la formation de ses enfants.

En ce qui concerne l'équipement civil, nous sommes en retard sur les prévisions du Plan. Quant à **l'Education Nationale**, qui devrait bénéficier de « la priorité des priorités », les événements récents ont révélé l'ampleur de ses problèmes et la tragique insuffisance des moyens dont elle dispose.

II. — Le Revenu national a été injustement réparti

— Il a été mal réparti entre les individus :

Les grandes banques et les spéculateurs ont édifié des fortunes scandaleuses.

Dans le même temps, **le revenu agricole** s'est éloigné de la parité si souvent promise. Alors que l'année en cours est désastreuse pour nos éleveurs creusois, ceux-ci doivent supporter, de surcroît, la charge de la **T.V.A., qu'ils** sont dans l'impossibilité pratique de récupérer.

Les salariés ont vainement attendu « la grande année sociale ». Mais au lendemain des dernières élections législatives, le gouvernement a pris, à leur détriment, **les ordonnances démantelant la Sécurité Sociale.**

Tous les travailleurs, de la ville et des champs, qui exercent un métier pénible, désespèrent d'obtenir **l'abaissement progressif de l'âge de la retraite**, tandis que ceux des retraités dont la pension est encore insuffisante, réclament en vain une amélioration de leur condition.

Les artisans et commerçants, à qui l'on promet depuis trois ans **l'assurance maladie**, se demandent quand le gouvernement se décidera enfin à appliquer la loi qui l'a créée.

L'impôt général sur le revenu, qui devrait être un instrument de justice, est devenu un scandale permanent : il frappe lourdement les revenus du travail et dégrève les revenus du capital.

— Le revenu national a été mal réparti entre les régions :

A cours de cette législature comme des précédentes, je suis intervenu avec vigueur pour qu'il soit remédié aux difficultés dont souffrent les régions déshéritées, et singulièrement la nôtre. Grâce à cette action constante et opiniâtre, certains résultats ont été obtenus :

— Blocage de 700 millions de crédits sur la route nationale 142, Guéret-La Croisière.

— Ouverture d'une première tranche de 200 millions pour le tunnel de contournement d'Aubusson.

— Action en faveur de la traversée de la Creuse par l'itinéraire autoroutier Centre-Europe-Atlantique.

— Assouplissement de la T.V.A. pour la tapisserie d'Aubusson qui, sans cela, eût été lourdement pénalisée.

— Lancement de l'opération « classes vertes » qui intéresse beaucoup de nos communes rurales.

Etc...

Mais combien plus pourrait être fait si une majorité sourde à tous les appels de la raison ne continuait, au nom de la rentabilité immédiate et malgré les protestations véhémentes de l'opposition, à favoriser les régions riches et à laisser dépérir les autres ! Ainsi, la décentralisation industrielle, qui devrait contribuer à une meilleure répartition de l'emploi et des richesses entre les régions, se solde par un échec.

III. — L'absence de participation véritable des citoyens aux décisions qui les concernent est la cause profonde de ces erreurs.

A quoi bon des syndicats, si on ne les écoute pas.

A quoi bon des Conseils généraux, des Conseils municipaux, si une des préoccupations majeures du gouvernement est de réduire leurs pouvoirs.

A quoi bon une nouvelle Assemblée Nationale si, comme dans les Assemblées précédentes, la majorité a déjà abdiqué d'avance en faveur du gouvernement.

Le voilà bien, l'enjeu réel de ces élections !

Après trois semaines d'incroyables flottements, après avoir, sous la pression des grèves, cédé plus en quelques jours qu'en dix ans, après avoir, pour se maintenir à tout prix, laissé pourrir la situation et coûté à l'économie française des milliers de milliards qui auraient été épargnés s'il avait su partir à temps, le gouvernement s'est enfin décidé à s'en remettre aux électeurs.

Et maintenant, pour retrouver sa liberté d'action et sa majorité docile, il accumule les promesses.

Citoyennes, Citoyens, ne vous laissez pas abuser !

On a prétendu changer le Ministère, mais **on a repris les mêmes**, qu'on a seulement changé de place. Avec eux il en sera de ces nouvelles promesses comme des précédentes... Et là est le danger !

L'histoire en effet nous l'enseigne : les grands bouleversements naissent de ce que l'on n'a pas su faire à temps les réformes indispensables.

Seule une majorité nouvelle, de gauche, sans exclusive ni sectarisme, permettra d'accomplir les réformes que le pays attend.

Les élections actuelles vous donnent la possibilité de procéder, dans l'ordre et dans la paix, à ces changements nécessaires.

Il est temps, il est grand temps !

VIVE LA CREUSE !

VIVE LA REPUBLIQUE !

André CHANDERNAGOR

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Député sortant
Conseiller général de Bourganeuf — Maire de Mortroux
Ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale

CANDIDAT DE LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

Remplaçant éventuel ;

Fernand GORY
Chirurgien-Dentiste
Maire, Conseiller général

Les Presses du Massif Central - Guéret